

Samedi 25 août 1990

Débat

Les USA dans la crise du Golfe

La nécessaire coopération avec l'URSS

par Chibli Mallat (*)

Dans la crise du Golfe, même une action conjointe des pays arabes et de la Communauté européenne serait incapable de faire office sérieux de dissuasion. La responsabilité essentielle, pour faire respecter le droit international, incombe bien au pays « sans qui rien ne peut être fait » : les États-Unis. Or, si l'administration américaine a, compte tenu des contraintes qui pèsent sur son action depuis le Viet-nam, agi jusqu'ici de manière judicieuse, deux erreurs entachent sa politique.

La première erreur des États-Unis est stratégique. Après le sain geste initial, qui a vu le communiqué de condamnation signé par les ministres américain et soviétique des Affaires étrangères, les États-Unis ont cédé de plus en plus à leurs vieux réflexes de la guerre froide : minimiser le rôle soviétique au Proche-Orient. Or, tant que les Soviétiques ne se joignent pas à un texte d'importance, et tant que les deux grandes puissances ne seront pas déterminées à sa mise en œuvre ensemble, l'ONU restera un " machin ".



Le président Bush.

Il faut donc que l'URSS et les USA coopèrent étroitement, y compris dans la mobilisation guerrière. Le mot diplomatique de rigueur est international, par opposition au qualificatif présentement dominant, multinational. Aux présentes forces multinationales, dont le dernier fiasco est celui du Liban en 1984, doit répondre une action diplomatique et militaire internationale. Les Américains qui persistent à souhaiter que l'URSS leur laisse carte blanche au Proche-Orient doivent maintenant accepter l'idée d'un blanc-seing conjoint. Faute de quoi, deux tragédies iront s'accroissant : a) l'intervention actuelle est perçue comme la continuation « impérialiste et sioniste d'une politique dirigée par les États-Unis », qui met les alliés de Washington dans la région sur une position défensive ; b) le danger de l'enlèvement.

Cette perspective rejoint l'autre erreur dans la politique américaine, qui est tactique, régionale. Le président irakien, après son agression inacceptable, a pu exploiter le sentiment qu'a le monde arabe d'une attitude occidentale faite de deux poids et de deux mesures. Alors que les résolutions sur les Territoires Occupés et sur le Liban sont restées lettre morte, pendant plus de vingt ans dans le premier cas, et dix ans dans l'autre, il est impératif que Washington ne se limite pas à une seule crise.

La relation faite par Saddam Hussein entre les rejets du droit international par Israël, la Syrie et la situation dans le Golfe est fautive. Mais les liens qui unissent les problèmes du Proche-Orient requiè-

rent une réponse d'homme d'État de la part du président Bush, y compris pour la protection des populations civiles arabes et juives en Israël et dans les Territoires Occupés, aujourd'hui menacées par le spectre de l'escalade chimique.

L'erreur a été faite dans la première semaine du conflit : le président Bush a reporté la visite du ministre israélien des Affaires étrangères, M. David Levi, alors qu'il fallait, et qu'il faut encore, montrer que les États-Unis sont déterminés à être conséquents et fermes dans leur respect des principes de droit international.

Il est peut-être encore possible de répondre à l'urgence de cet autre conflit par le biais de la fameuse conférence internationale, préconisée par le président Mitterrand depuis 1984, et ajournée sine die par Washington, au temps fort de son actualité, à la fin de la présidence Reagan.

Tant que ces deux erreurs n'auront pas été rectifiées, l'escalade militaire se fera, de façon dramatique, dans les termes établis par l'agresseur irakien : intervention occidentale dans la lignée du colonialisme, politique américaine animée par le principe des " deux poids, deux mesures ". On connaît les amers lendemains des questions mal posées.

(*) Professeur de droit à l'école d'études orientales et africaines à l'Université de Londres.